

**Le très hon. L. B. Pearson (premier ministre):** Monsieur l'Orateur, moi aussi, je reçois des communications de ce genre. Je sais bien que cette situation est considérée par beaucoup de gens comme très grave, et elle sera examinée à la réunion du cabinet, demain matin. Il se trouve que le ministre comptable de la Société est absent aujourd'hui; je crois qu'il fait un discours devant le Congrès canadien du Travail. J'espère, toutefois, qu'il sera de retour pour la réunion de demain matin, lorsque nous aborderons cette affaire, et que nous pourrions faire une déclaration à l'issue des discussions.

**M. Douglas:** Une question complémentaire. Serait-il possible au gouvernement de faire un premier pas dans la bonne direction, en examinant tout au moins la possibilité d'accepter les demandes déjà présentées de bonne foi et qui sont entre les mains de la Société depuis quelque temps?

**Le très hon. M. Pearson:** Je préfère ne pas exprimer d'opinion à ce sujet, monsieur l'Orateur, mais je me ferai un plaisir d'examiner cette proposition.

[Français]

#### L'IMMIGRATION

##### EMPLOI DE LA MAIN-D'ŒUVRE JAMAÏQUAINE AU CANADA

A l'appel de l'ordre du jour.

**M. Réal Caouette (Villeneuve):** Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration, futur ministre de la main-d'œuvre.

Depuis l'annonce qu'il a faite à la Chambre, à l'effet que des ouvriers jamaïquains viendraient travailler dans certaines parties du Canada, le ministre a-t-il reçu d'autres demandes de la part d'organismes canadiens relativement à l'aide d'immigrants, de la Jamaïque ou d'ailleurs?

**L'hon. Jean Marchand (ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration):** Personnellement, je n'en ai pas reçu. Je pourrai m'informer si on en a reçu au ministère.

**M. Caouette:** Monsieur l'Orateur, je désire poser une question supplémentaire au très honorable premier ministre.

Étant donné qu'il y a déjà cinq mois que nous nous adressons toujours au futur ministre du nouveau ministère de la main-d'œuvre, qui sera créé éventuellement, le très honorable premier ministre peut-il nous dire quand il a l'intention d'instituer ce ministère, afin que nous nous adressions au ministre à ce titre?

[Traduction]

**Le très hon. L. B. Pearson (premier ministre):** Monsieur l'Orateur, cela figure certainement sur notre liste de mesures législatives prioritaires et j'espère que nous nous en occuperons aussitôt que possible.

#### QUESTIONS OUVRIÈRES

##### ÎLE BELL (TERRE-NEUVE)—L'ASSISTANCE À DES MINEURS EN CHÔMAGE

A l'appel de l'ordre du jour.

**M. Robert Muir (Cap-Breton-Nord et Victoria):** Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au premier ministre. Puis-je demander au premier ministre s'il est aujourd'hui en mesure, comme il l'a promis vendredi, de donner des détails sur ce que le gouvernement se propose de faire pour aider les 850 mineurs qui seront déplacés à la suite de la fermeture de la mine de l'île Bell par la Dosco? Le premier ministre se souviendra que la semaine dernière, le député de Saint-Jean-Est et moi-même avons posé des questions au ministre de l'Industrie et au premier ministre.

**Le très hon. L. B. Pearson (premier ministre):** L'honorable député de Saint-Jean-Est m'a également prévenu qu'il allait poser cette question, soulevée vendredi dernier. On en avait aussi parlé plus tôt. A mon sens, le meilleur moyen de fournir la réponse promise est de citer un extrait d'un télégramme que j'ai envoyé au premier ministre de Terre-Neuve, province intéressée. En voici deux paragraphes:

Nous sommes en train de grouper une équipe de fonctionnaires supérieurs de tous les organismes fédéraux intéressés et aimerions organiser au plus tôt des discussions avec des fonctionnaires du gouvernement de Terre-Neuve, afin d'explorer l'éventualité d'autres emplois dans l'île Bell et d'étudier les mesures à prendre en vue du recyclage et de la réadaptation ailleurs de tous les employés actuels de la mine, désireux de travailler dans un autre endroit. Il va de soi qu'un tel programme viserait d'abord d'autres emplois à Terre-Neuve même. Après leurs consultations, les fonctionnaires devraient faire aux deux gouvernements un rapport qui serait étudié aussitôt que possible.

Nous avons conscience du désastre économique que serait la fermeture de la mine pour l'économie de cette grande collectivité et celle de Terre-Neuve, et le gouvernement veut faire son possible pour aider à régler cette situation.

**M. Joseph P. O'Keefe (Saint-Jean-Est):** Monsieur l'Orateur, le député de Cap-Breton-Nord et Victoria a dit que j'étais absent. Au contraire, je suis bel et bien présent. Comme le premier ministre le sait, j'allais poser cette question cet après-midi. L'honorable vis-à-vis est donc dans l'erreur.

**M. l'Orateur:** A l'ordre, s'il vous plaît.